Désarroi et inquiétude au Proche-Orient. Que sera l'après-Sharon ?¹

Trahi par sa santé, Ariel Sharon a quitté la scène politique proche-orientale à un moment-clé. Des élections anticipées doivent avoir lieu en Israël à la fin mars. Le « bulldozer » entendait bien s'y faire plébisciter. Avant cela, les Palestiniens devraient élire leur Parlement le 25 janvier. Dans quel climat ? Une période de profondes incertitudes s'est ouverte dans la région. Que feront maintenant les candidats au pouvoir ? Quelle est leur marge de manœuvre ? Une seule chose est sûre : les Palestiniens, inquiets, ne pleureront pas l'homme qui symbolisait leurs souffrances.

C'est « la fin d'une ère » titrait le quotidien israélien *Haaretz* au lendemain de l'hospitalisation d'Ariel Sharon. C'est là un constat sur lequel peuvent s'accorder journalistes et observateur. Un chapitre de la tragique histoire proche-orientale est clos. Une de ses pages ultimes avait été tournée voici un peu plus d'un an lors de la disparition de Yasser Arafat. Avec la sortie de scène de l'éternel ennemi du raïs, c'est un des derniers guerriers d'une guerre de 50 ans qui quitte le champ de bataille. Certes, Sharon le soldat s'était mué en stratège politique. Mais jamais il n'a perdu de vue ce qui fut le combat de sa vie : une certaine idée d'un Etat israélien, dominateur et peu regardant sur le choix des armes.

La maladie a frappé. Ainsi est tombée une barrière fatale sur la route de cet autocrate « dont les nerfs étaient d'acier dès qu'il s'agissait de la sécurité, de la situation politique et nationale » comme le définissait le quotidien. Une route certes encombrée par les accusations renouvelées de financement partisan illicite. Mais que les sondages lui promettaient royale dans la perspective des législatives anticipées du printemps prochain. Désormais, une chose est sûre : le « plébiscite » du 28 mars n'aura pas lieu. Et Sharon laisse un vide béant derrière lui.

Un parti sur mesure

Ariel Sharon espérait que, ce jour-là, une majorité des électeurs israéliens lui accorderaient un blanc seing pour mener la politique de son choix - et qu'au demeurant il se gardait bien de définir clairement, tant en ce qui concerne les affaires intérieures que les relations avec les Etats de la région. Paradoxalement, c'est cette ambiguïté soigneusement cultivée, mise en résonance avec une réputation justifiée de baroudeur inflexible, qui lui donnait les coudées franches. Ce qui ne signifie pas que ses intentions faisaient mystère. C'est bien pour aller de l'avant dans la voie qu'il s'était tracée de longue date que le « bulldozer » a bouleversé la scène politique israélienne. Sans état d'âme et pour se libérer de toute attache partisane, il a rompu avec le Likoud qu'il avait mené à la victoire voici trente ans, mais qui ne le servait plus. Il s'est taillé un parti sur mesure, Kadima, où il concentrait tous les pouvoirs, sorte de *pontifex maximus* servi par des servants prestigieux venus de gauche et de droite. Il était passé par-dessus la rage des colons et de ses propres troupes pour se retirer de Gaza, recentrer ainsi son image pour mordre sur l'électorat du Likoud et des travaillistes. Et redorer son blason aux yeux de la communauté internationale.

Bref, cet homme de guerre qui a systématiquement refusé tout processus de paix, vidé la « feuille de route »² de toute substance et construit ses triomphes récents sur une gestion sécuritaire sans concession, est apparu dans son pays comme le seul homme d'Etat capable de mettre Israël à l'abri de la confrontation avec les Palestiniens.

¹ Article paru dans le N° 250 du *Journal du mardi*, 10 janvier 2006.

² Rédigé en 2002, ce plan prévoyait notamment la création d'un Etat palestinien dans des frontières définitives à la fin de l'année 2005 et des réponses négociées aux questions des réfugiés et de Jérusalem-Est.

Un accord tronqué

On a ainsi vu des « colombes » se rallier à Kadima. Comme l'ex-travailliste Haim Ramon ou Yossi Beilin, un des chefs du parti de gauche Meretz qui a vu dans le repositionnement de Sharon « *une réelle opportunité pour le camp de la paix, incluant d'anciens membres du Likoud qui ont compris que pendant trente-huit ans ils ont trompé la nation et se sont trompés eux-mêmes.* »

Le Premier ministre, lui, voulait imposer la « paix » telle qu'il la conçoit. « *J'entends poser les fondations d'un accord de paix qui offrira au pays des frontières définitives* » a-t-il répété. Mais les éléments connus du programme de Kadima en disent d'ailleurs long sur ce que Sharon entendait par là. Un document rendu public par Tzipi Livni, une proche de M. Sharon, prévoit ainsi la création « *d'un Etat palestinien démilitarisé ne se livrant pas au terrorisme.* ». Donc privé d'emblée d'éléments majeurs de sa souveraineté. Tout aussi grave, car il y a là un point de rupture dans toute négociation future avec l'Autorité palestinienne, le texte prévoit le maintien du contrôle d'Israël sur l'ensemble de Jérusalem, et donc la partie annexée en 1967 où vivent plus de 200 000 palestiniens, ainsi que sur les grandes colonies de Cisjordanie où sont installés la majorité des 240.000 colons.

En juin 2004 déjà, le plan de désengagement de la bande de Gaza stipulait explicitement qu'« *il est évident qu'en Judée et en Samarie (la Cisjordanie selon la terminologie israélienne), certaines zones feront partie intégrante de l'Etat d'Israël, notamment d'importants blocs de peuplement juifs, des villes, des villages et des zones de sécurité, ainsi que des lieux dans lesquels l'Etat d'Israël a des connections importantes.* » Et encore qu'Israël « *poursuivra la construction de la clôture de sécurité* » qui, au mieux, tracerait ainsi les contours d'un futur nouveau tracé frontalier. Avec l'aval officiel de George Bush qui a clairement apporté son soutien à la politique de Sharon en jugeant « *irréaliste* » le retour aux frontières de 1967 en raison de « *nouvelles réalités sur le terrain* », soit « *l'existence de centres majeurs de population israélienne.* » Washington a également appuyé la construction du mur.

Un tabou brisé

Sharon a certes brisé un tabou en se dégageant de Gaza – maintenue toutefois en état permanent de blocus - et en promettant l'abandon de quelques implantations en Cisjordanie : celui d'Eretz Israël, le Grand Israël biblique qui pour la droite et les ultra religieux interdisait toute cession de territoires conquis. Selon ses conseillers, le retrait de Gaza laissait entrevoir d'autres évacuations limitées de Cisjordanie. Mais, dans leur esprit, pour solde de tout compte, et sans véritables pourparlers avec les Palestiniens.

Pour Kadima, « *l'objectif suprême du gouvernement sera de préserver l'existence et la sécurité de l'Etat d'Israël, foyer national du peuple juif.* » Ce qui est parfaitement légitime au regard du droit international. Mais Kadima entend également agir « *par tous les moyens possibles afin de fixer les principes permettant d'établir les frontières permanentes de l'Etat d'Israël* » aux côtés d'un Etat palestinien amputé de « *l'ensemble de Jérusalem, et des blocs d'implantations, notamment Ariel, Gouch Etzion et Maalé Adounim.* » Ce qui est beaucoup moins justifiable.

Porté provisoirement à la succession d'Ariel Sharon, Ehoud Olmert n'aura pas la partie facile. Privée de sa figure tutélaire, Kadima risque fort d'apparaître à terme, sinon comme une coquille vide, du moins comme un rassemblement hétéroclite aux intentions politiques floues. Et à court terme ? La campagne électorale qui va débiter sera sans concessions. A droite, le nouveau chef du Likoud, Benyamin Nétanyahou, rêve de regagner une partie du terrain perdu. Le Parti travailliste, lui, s'est redonné une image de gauche avec la venue à sa tête du syndicaliste Amir Péretz. Considéré comme ouvert à de vraies négociations de paix avec les Palestiniens, celui-ci plaide pour « *la fin de l'arrogance vis-à-vis*

des Arabes » et considère que « *la paix est le meilleur garant de la sécurité.* » Il tente surtout de revaloriser la question des réformes sociales et économiques dans un pays frappé par la crise, ouvrant ainsi un champ politique aujourd'hui essentiellement cadenassé par les nécessités sécuritaires. Selon le journaliste et écrivain israélien Joseph Algazy, « *à la crise politique s'est rajoutée une crise économique et sociale très profonde, due à la non-solution du problème palestinien et qui pèse lourd sur les couches les plus faibles de la société.* » Péretz pourra peut-être sauver son parti en décomposition. Mais, rappelle Algazy, « *il est entouré de gens qui, contrairement à lui, sont sionistes et refusent, par exemple, le droit au retour des réfugiés palestiniens et des discussions sur Jérusalem. Or, sans cela, il n'est pas possible de parvenir à une solution et à la paix.* »

Et maintenant, qui ?

Vers qui iront les suffrages des Israéliens ? L'*exit* dramatique d'Ariel Sharon risque d'entraîner une surenchère politique. Ce qui pourrait servir Kadima, porteur officiel de l'héritage sharonien, au moins pour ces élections-ci. C'est ce que montrent aujourd'hui les sondages. Mais M. Olmert, ancien maire de Jérusalem, lui aussi issu du Likoud, chargé d'un difficile intérim, devra batailler avec d'autres prétendants à la tête du parti et au poste de Premier ministre. Comme l'actuelle ministre de la Justice, Tzipi Livni, ou le ministre de la Défense et ancien chef d'état-major, Shaul Mofaz, deux personnalités connues pour leur intransigeance mais prêtes à de mini-concessions pour garantir le caractère juif de l'Etat d'Israël. Mais aussi, l'ancien Premier ministre, transfuge du Parti travailliste, l'éternel Shimon Peres qui pourrait jouer de sa vieille complicité avec Sharon pour apparaître comme le plus apte à prendre le relais. Selon une enquête d'opinion publiée à la fin de la semaine dernière, il semblait le mieux placé pour mener sa nouvelle formation à la victoire. Encore faudra-t-il que ces personnages venus d'horizons différents s'entendent sur une liste et un programme électoral.

Les jeux sont ouverts

Le Likoud, en chute libre, a annoncé la couleur. Toujours plus marqué à droite, il s'est encore radicalisé. Pour accéder à la présidence, M. Nétanyahou a promis de refuser toutes nouvelles concessions territoriales aux Palestiniens et s'est engagé à intensifier la colonisation de la Cisjordanie. Sur le plan intérieur, il entend poursuivre les privatisations et les mesures ultralibérales. Il lui faudra toutefois tenir compte du fait que la grande majorité des Israéliens sont favorables à une solution de compromis territorial avec les Palestiniens.

D'une part, les jeux semblent donc plus ouverts. D'autre part, tout peut dérapier en cas d'aggravation de la répression, de reprise des attentats ou d'un pourrissement accéléré de la situation dans les territoires occupés. Du côté palestinien, on ne se montre guère rassuré. Selon le principal négociateur palestinien, Saëb Erakat, « *le peuple palestinien risque de faire les frais de la lutte pour le pouvoir en Israël, avec une intensification de la colonisation et des assassinats.* » D'autant que, M. Sharon régnant, celui-ci s'est bien gardé de conforter le pouvoir de Mahmoud Abbas. Lui qui refusait toute idée de dialogue avec Arafat n'a rencontré son successeur qu'à deux reprises. Ironie de l'histoire, le voyage sans retour du leader israélien va ainsi de pair avec l'affaiblissement du chef de l'Autorité palestinienne. Elu sur un programme promettant le respect de la loi et la lutte contre la corruption, M. Abbas est contesté dans son propre camp et défié par le Hamas. Au point de remettre en cause les élections législatives prévues pour le 25 de ce mois. Le chaos qui règne en Palestine, fruit de l'occupation et de l'absence de perspectives, n'incite guère à l'optimisme.

L'homme du « tout répressif »

En tout état de cause, Sharon ne sera pas regretté dans les territoires occupés et les camps de réfugiés. A tout jamais, il restera l'homme qui a permis les massacres de Sabra et Chatila en 1982 au Liban. Le froid calculateur qui a donné le coup d'envoi à la seconde Intifada en « visitant » l'Esplanade des mosquées à Jérusalem en septembre 2000. Le tacticien qui a systématiquement détruit les attributs symboliques, administratifs et matériels de l'Autorité palestinienne, facilitant ainsi la montée en puissance du Hamas et éloignant d'autant la perspective de pourparlers de paix. Le garde-chiourme qui, dans un geste supplémentaire d'humiliation, a enfermé Yasser Arafat dans la Mouqata en ruines. L'occupant qui a autorisé l'accélération de la colonisation et l'enfermement derrière un mur de béton. Autant de faits accomplis. L'artisan du « tout répressif », oint par les Etats-Unis, ne peut décidément pas revendiquer l'image d'homme de paix que certains voudraient tardivement lui attribuer.